

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE

Comité syndical du 24 février 2014

DELIBERATION 2014-6

Gestion du port de plaisance par le syndicat mixte – date d'effectivité

Date de la convocation : 19 février 2014

Nombre de voix des membres en exercice : 10 voix

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre février, les membres du Comité syndical du Grand Légué, dûment convoqués, se sont réunis au Carré Rosengart (Saint-Brieuc).

Étaient présents : M. Claudy Lebreton (titulaire, Président), M. Gilbert Gaspaillard (titulaire, 1^{er} vice-Président), M. Michel Brémont (titulaire, 2^{ème} vice-Président), M. Robert Pédrion (titulaire), Mme Christine Orain (titulaire), M. Jean-Jacques Fuan (suppléant)

Absents représentés : M. Loïc Raoult (ayant donné pouvoir à M. Michel Brémont), M. Bruno Joncour (représenté par M. Fuan)

Absents excusés : Mme Paule Quéméré (titulaire), Mme Christine Gacel (titulaire), M. Yannick Morin (titulaire)

Assistaient également à la séance : Mme Patoux, Payeur départemental

Vu le rapport n°6 présenté par M. le Président du syndicat mixte ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5721-6-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 portant création du syndicat mixte du Grand Légué, et notamment son article 2 ;

Vu la délibération du Département des Côtes d'Armor en date du 27 juin 2013 ;

Sous la Présidence de M. Claudy LEBRETON, Président du syndicat mixte, le **Comité syndical**, réuni le 24 février 2014, après en avoir délibéré, décide :

- **De prendre acte** que la date d'effectivité du transfert de compétence, au profit du syndicat mixte, de la gestion du port de plaisance sera celle de l'aboutissement des formalités administratives entre les services de l'Etat et le Conseil général ;

- **D'autoriser**, dans cet intervalle, la poursuite par le Conseil général de la gestion du port de plaisance de Saint-Brieuc / Le Légué.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Président du syndicat mixte,


M. Claudy LEBRETON

Reçu à la Préfecture des Côtes d'Armor le 14 MARS 2014

Acte publié et exécutoire le 24 MARS 2014